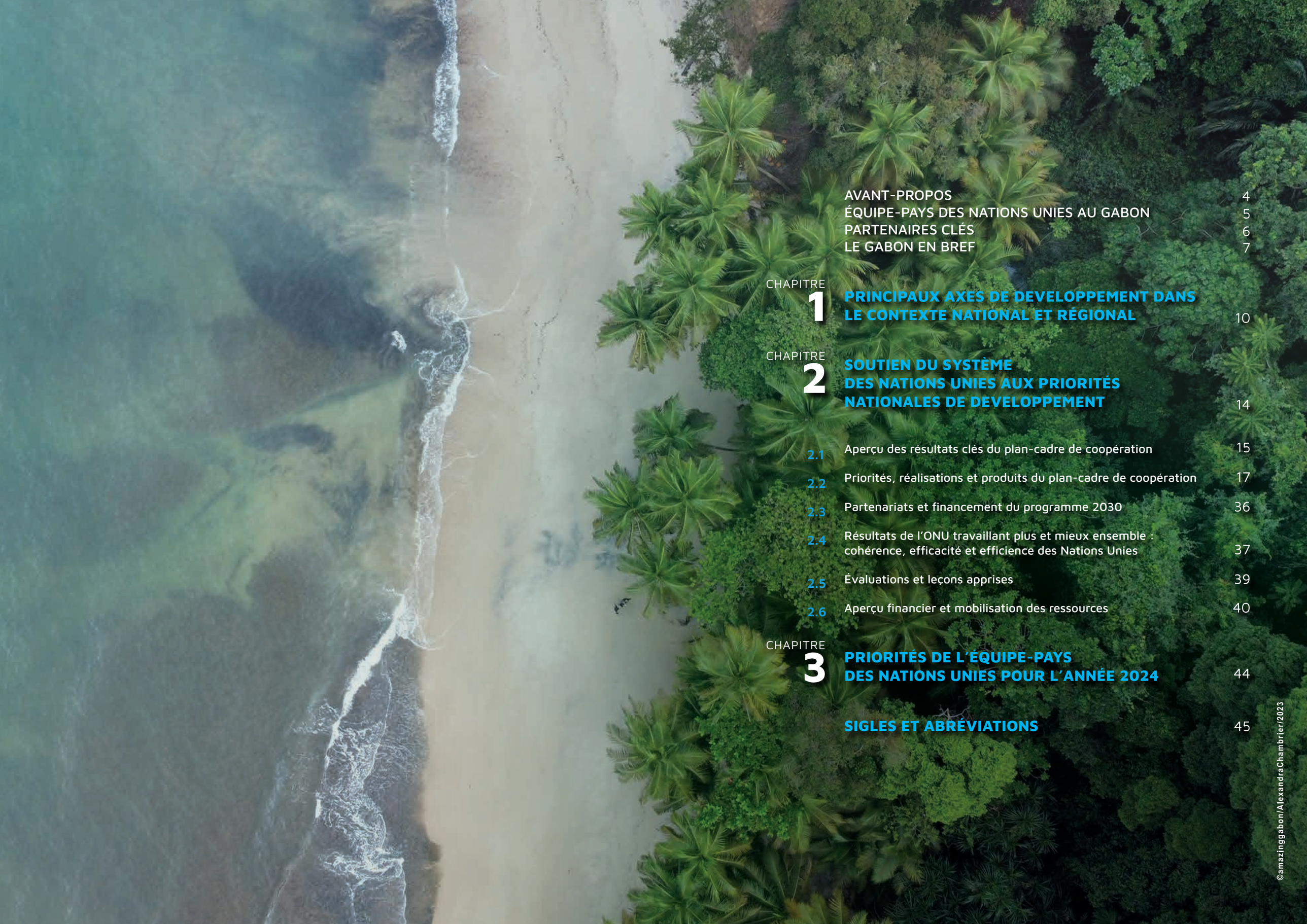
NATIONS UNIES
GABON

RAPPORT ANNUEL 2023

Nations Unies au Gabon

©UNRCO Gabon/EmilyPinna/2022



AVANT-PROPOS 4
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AU GABON 5
PARTENAIRES CLÉS 6
LE GABON EN BREF 7

CHAPITRE 1 **PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL** 10

CHAPITRE 2 **SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT** 14

2.1 Aperçu des résultats clés du plan-cadre de coopération 15
2.2 Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération 17
2.3 Partenariats et financement du programme 2030 36
2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies 37
2.5 Évaluations et leçons apprises 39
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources 40

CHAPITRE 3 **PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2024** 44

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 45

©amazinggabon/AlexandraChambrier/2023

AVANT-PROPOS

En 2023, l'action du système des Nations Unies au Gabon a pris de l'ampleur et a été marquée par une progression significative. Dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, nous avons renforcé notre coopération inter-agences et lancé le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (UNSDCF 2023-2027), élaboré en partenariat avec le Gouvernement, la société civile, les partenaires techniques et financiers et d'autres parties prenantes. Ce plan met l'accent sur la promotion de la bonne gouvernance et des droits humains, sur l'accélération vers une économie verte et bleue plus diversifiée et propice à la création d'emplois, ainsi que sur le renforcement de l'inclusion et de l'égalité. Il incarne notre engagement à relever les défis et à bâtir un avenir prospère pour tous, en ne laissant personne de côté.

Cependant, face à la crise financière mondiale, aux crises climatiques, aux tensions géopolitiques et aux inégalités croissantes, une action urgente s'impose pour consolider les avancées vers les Objectifs de Développement Durable (ODD); un impératif qui concerne également le Gabon.

Les élections générales d'août 2023 ont été suivies par une période de transition visant à restaurer les institutions et à poser les jalons d'un développement plus dynamique et inclusif, à travers des réformes institutionnelles majeures axées sur une meilleure gouvernance et une plus grande équité. Nous devrons accompagner ce processus afin de veiller à ce qu'il soit effectif.

Notre appui, déployé à travers les 25 entités onusiennes actives dans le pays, a soutenu la conception et la mise en œuvre de programmes dans différents secteurs clés comme l'agriculture, l'environnement, la santé, l'éducation, l'emploi et la protection sociale. De même, d'importantes réformes législatives pour améliorer l'accès aux services sociaux ont été appuyées par nos experts, permettant l'élaboration de la nouvelle Politique Nationale de la Santé et le Plan de Développement Sanitaire, par exemple, qui favorisent la décentralisation des services jusqu'au niveau communautaire. La production du Manuel d'État Civil pour la digitalisation du système d'enregistrement des naissances et autres actes nécessaires à l'accès aux droits civiques et sociaux a été un autre résultat marquant de cette année.

Pour développer une approche commune visant à combler le déficit en ressources financières pour le développement, nous avons également consolidé nos partenariats avec d'autres acteurs. L'objectif est d'intensifier la communication et le plaidoyer avec les autorités nationales, les bailleurs et le secteur privé afin de mobiliser des financements supplémentaires pour accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD au Gabon.

L'année 2024 s'annonce comme une période cruciale de transition politique et de réformes institutionnelles pour le Gabon. Nous sommes donc déterminés à poursuivre notre soutien avec toujours plus de dynamisme.

Dr. Savina Ammassari
Coordonnatrice Résidente
du Système des Nations Unies
au Gabon

©amazinggabon/YvanAnguiletZue/2023

ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AU GABON

Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable au Gabon 2023-2027 a été signé en 2022 par entités :

NATIONS UNIES
GABON

- Organisation internationale du Travail
- Banque mondiale
- UNCDF Impact Capital for Development
- UNIDO
- ONUSIDA
- IFAD International Fund for Agricultural Development
- ITU
- Nations Unies Droits de l'homme Haut-Commissariat
- UNECA
- ONU Femmes
- ONU Habitat pour un meilleur avenir urbain
- ONU programme pour l'environnement
- CNUCED
- PNUD
- UNFPA Fonds des Nations unies pour la population
- ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- OIM ONU Migration
- UNHCR L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés
- UNDSS
- OMS
- unicef pour chaque enfant
- unesco
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Volontaires ONU

16 entités ont une présence physique au Gabon, au 31 décembre 2023 (représentation, bureau de projet, bureau de liaison)

12 entités des Nations Unies partagent des locaux communs

©amazinggabon/Muriel Giardetti/2023

En outre, le Gabon accueille une mission politique spéciale (UNOCA), AFRITAC (Bureau régional du FMI) et le FMI.

UNOCA

AFRITAC Centre — FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL - FMI
Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
Renforcer les capacités macroéconomiques de l'Afrique centrale

FMI

Partenaires clés

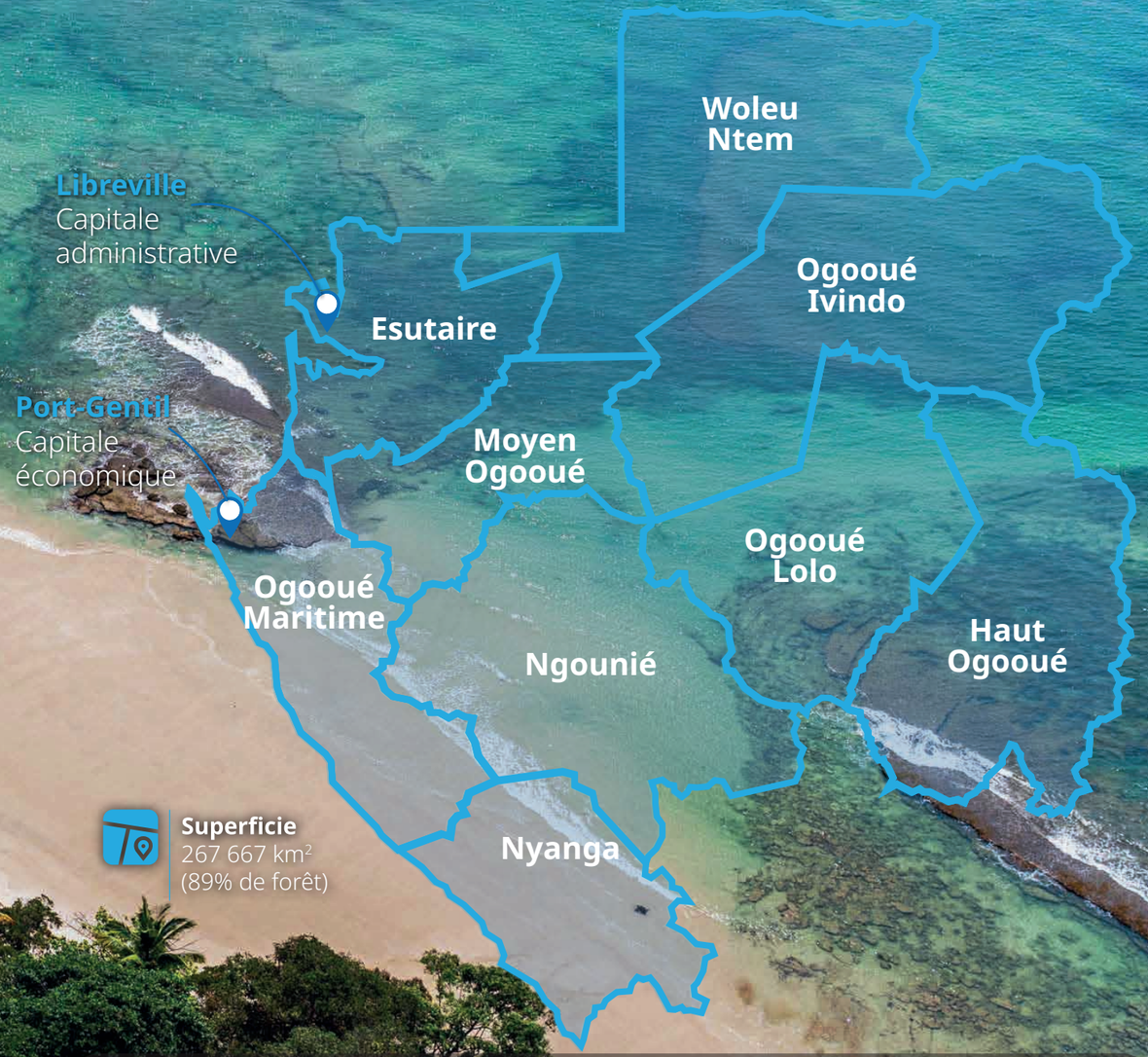
- Le Fonds Mondial
- Union européenne
- États-Unis d'Amérique
- Japon
- Espagne
- France
- Norvège
- Danemark
- CAFI Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale

LE GABON EN BREF

Situé en Afrique centrale, le Gabon est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure grâce à l'exploitation de ses ressources pétrolières et minières. Malgré des efforts de diversification entrepris depuis 2012, l'économie reste fortement dépendante du secteur pétrolier, représentant encore 30% du produit intérieur brut (PIB) et 70% des exportations, et est entravée par des contraintes structurelles telles que le capital humain, l'environnement des affaires, l'attractivité des territoires, la sécurité alimentaire, et l'efficacité des dépenses publiques.

Avec ses 23 millions d'hectares de forêts couvrant plus de 85% de son territoire, le Gabon se positionne comme un pionnier de la gestion durable des forêts, grâce aux politiques de conservation mises en place depuis plusieurs décennies, qui lui permettent de séquestrer 100 millions de tonnes de carbone en moyenne par an.

La stabilité politique du pays a été perturbée le 30 août 2023 par la prise de pouvoir inconstitutionnelle de militaires regroupés au sein d'un Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI). L'objectif clé du CTRI est la refonte des institutions autour de valeurs telles que la transparence, l'intégrité, et la justice, ainsi que l'appui aux populations vulnérables laissées de côté.



DÉMOGRAPHIE

Population
2,3 millions (2022)

Part de la population de 20 ans
50% (2021)

Source: Banque Mondiale

Superficie
267 667 km²
(89% de forêt)

ÉCONOMIE

PIB (Taux de croissance)
2,5%

PIB par tête
8820 USD

Taux de pauvreté
33%

Source: Direction Générale de l'Économie
Banque Mondiale
EGEP, Direction Générale de la statistique

ÉDUCATION

Taux net de fréquentation scolaire au primaire (6-10 ans)
88% (2023)

Taux net de fréquentation scolaire au secondaire (11-17 ans)
64% (2023)

Source: EDS-III,
Direction Générale de la Statistique

SANTÉ

Taux de mortalité infanto-juvénile
9 pour 1000 naissances

Taux de mortalité maternelle
399 pour 100 000 naissances vivantes

Prévalence du VIH/Sida
3,6%

Source: EDS-III,
Direction Générale de la Statistique

ENVIRONNEMENT

Stock de carbone séquestré
100 millions de tonnes

Pourcentage d'aires protégées
22%

Émissions de CO2
2,3 tonnes métriques/hab

Source: Ministère des eaux et forêts
Banque mondiale

©amazinggabon/LynnGirdoff/2023

CHAPITRE 1

PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL

©amazinggabon/ANPN Gabon/2021

Sur le plan politique, le début de l'année 2023 a été marqué par la préparation des élections présidentielles, législatives et locales. Cette période a été ponctuée par un dialogue et une concertation politique tenus en février 2023, qui ont abouti à l'actualisation du code électoral, instituant, entre autres, un scrutin à un tour et une diminution de la durée des mandats de 7 à 5 ans pour le Président de la République et les parlementaires. Les élections, qui se sont tenues le 26 août, ont été émaillées de plusieurs irrégularités, dans un contexte de dégradation de la cohésion sociale. Le 30 août 2023, un coup d'État a été mené par des militaires regroupés au sein du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI).

Dans la foulée du coup d'État, le Gabon a été suspendu de l'Union Africaine et de la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

En novembre 2023, le CTRI a produit un chronogramme de la transition politique, devant mener à des élections et un retour à l'ordre constitutionnel en août 2025. Une phase de consultation des populations sur le diagnostic de la situation et les propositions d'actions a été lancée en octobre 2023 et doit être suivie, en avril 2024, par un dialogue national inclusif devant dessiner les nouveaux contours politiques et institutionnels de la République, sous la présidence de l'archevêque de Libreville.

Sur le plan économique, la faible gouvernance n'a pas permis de bâtir une croissance forte et vigoureuse. En effet, le PIB n'a augmenté que de 23% entre 2023 (s'appuyant sur une croissanc de 37% du secteur pétrolier), alors que l'inflation a augmenté de 36% sur la même période, en dépit des mesures prises pour contenir les pressions inflationnistes.

Bien que la gestion de la dette publique se soit améliorée entre 2020 et 2023, cette dernière reste encore élevée (65%), laissant des marges budgétaires très étroites, alors que les recettes se sont contractées en 2023 dans un contexte d'augmentation des dépenses publiques.

L'économie gabonaise reste fortement dépendante du pétrole, représentant environ un tiers du PIB en 2023, et présente encore des défis structurels importants, comme la faiblesse des infrastructures et une gestion peu efficace des investissements publics. Ceci est reflété par le classement du Gabon dans la catégorie des pays avec des lenteurs dans les changements structurels, dans l'indice mondial des capacités productives de 2022.

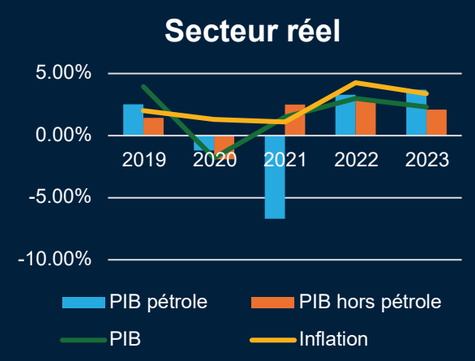
Pour répondre à ces défis et à la suite des résultats mitigés de la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT 2021-2023), les autorités de transition conçoivent le nouveau Plan National de Développement de la Transition (PNDT 2024-2026).

Sur le plan social, les mauvaises performances économiques et la faible gouvernance se sont traduites par une détérioration des conditions de vie de la population : une personne sur trois[1] vit en dessous du seuil de la pauvreté, la mortalité maternelle est en progression[2], tout comme la prévalence de la sous-alimentation. L'accès au système de protection sociale reste limité.

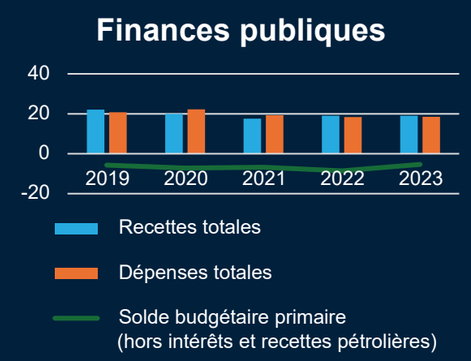
[1] Rapport sur l'évaluation de la pauvreté, Banque mondiale, mars 2020.
https://shorturl.at/FIOR6
[2] Enquête Démographique de la Santé III, Direction Générale de la Statistique, 2019-2021.
https://shorturl.at/uvDI4

Ces défis nécessitent une plus forte volonté politique, une coopération plus étroite de toutes les parties prenantes, et des investissements plus stratégiques afin de produire des résultats et des impacts durables pour "sauver" les ODD à l'horizon de 2030 tout en remplissant les obligations liées aux différents traités souscrits en matière de droits Humains et en respectant les engagements pris lors de l'Examen Périodique Universel (EPU)[3].

Graphique 1 : Économie et finances publiques



Source: Direction Générale de l'Economie et des Politiques Fiscales 2023 (Données provisoires)



Source: Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) 2023 (Données provisoires)

Tableau 1 : Dette extérieure

En million de USD	2022
Stock extérieur de la dette	7954
Stock extérieur en % du revenu national brut	42%
Service de la dette en % du revenu national brut	3%

Source: Banque Mondiale

Sur le plan environnemental, le Gabon a continué à jouer un rôle moteur quant à la préservation des forêts et de la biodiversité en organisant le One Forest Summit à Libreville, en mars 2023. Le Gabon, grâce à la mise en œuvre de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) a réussi à mobiliser 17 millions de USD sur la base des paiements basés sur les résultats, permettant de mettre en œuvre progressivement l'Accord de Paris sur le changement climatique.

[3] L'EPU est un mécanisme unique qui permet d'examiner périodiquement la situation des droits de l'homme dans les 193 États Membres des Nations Unies. Le Gabon a été examiné par la Commission des Droits de l'Homme dans le cadre de l'EPU en janvier 2023.

CHAPITRE

2 SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

©amazinggabon/JérémieGoulevitch/2023

2.1 Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération

PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT	PILIERS DE L'AGENDA 2030	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES EN 2013
Mettre en place des facteurs de compétitivité à travers le développement du capital humain, l'amélioration du cadre des affaires, l'appui au secteur privé, la réforme et la modernisation de l'État et la durabilité environnementale.		Promotion de la bonne gouvernance et des droits humains.	D'ici 2027, le cadre légal et institutionnel est renforcé et les institutions sont plus redevables, transparentes et efficaces en vue d'assurer une gouvernance orthodoxe et inclusive et un développement durable et équitable, en ligne avec les engagements nationaux et internationaux pris par le pays.		PNUD, ONUDC, PNUE, UNECA, OHCHR, UNWOMEN, BIT
Accélérer la croissance économique et en diversifier les sources pour assurer une gestion durable des ressources naturelles afin de les préserver pour les générations futures.		Assurer une transition maîtrisée vers une économie verte et bleue, inclusive et participative, tout en dotant les populations, notamment les femmes et les jeunes, d'outils innovants et de mécanismes d'adaptation durable aux effets du changement climatique.	D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maitrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques.		PNUD, UNECA, PNUE, FIDA, FAO, ONUDI, UNWOMEN, ONUDC, UN-Habitat
Réduire la pauvreté et les inégalités sociales.		Garantir l'accès de l'ensemble de la population et surtout des groupes vulnérables aux services sociaux de base de qualité (éducation, santé, etc.), à une protection sociale (filets de protection sociale, couverture maladie universelle, etc.) dans un environnement protecteur contre toutes les violences, en particulier celles basées sur le genre.	D'ici 2027, les populations, notamment les plus vulnérables bénéficient d'accès aux services sociaux de qualité, intégrés, résilients et inclusifs et les inégalités sociales et de genre sont réduites.		PNUD, OMS, UNESCO, UNICEF, FNUAP, BIT, UN WOMEN, OHCHR, FAO, OIM, ONUDC, UNAIDS

2.2 Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération

PRIORITÉ 1

BONNE GOUVERNANCE ET DROITS HUMAINS

RÉSULTAT 1 :

D'ici 2027, le cadre légal et institutionnel est renforcé et les institutions sont plus redevables, transparentes et efficaces en vue d'assurer une gouvernance orthodoxe et inclusive et un développement durable et équitable, en ligne avec les engagements nationaux et internationaux pris par le pays.

BUDGET TOTAL INVESTI
1,2 MILLION USD

NATIONS UNIES DROITS DE L'HOMME HAUT-COMMISSARIAT
OIM ONU MIGRATION
PNUD
unesco
unicef pour chaque enfant
UNOCA

570 000
personnes touchées par la campagne de sensibilisation et de lutte contre les discours de haine.

200
cadres formés à la budgétisation sensible à l'enfant.

92,5 **milliards FCFA**
allouées aux programmes pour l'enfance (50% de plus qu'en 2022).

8 000
de personnes sensibilisées sur la paix et à la prévention des conflits.

250
Jeunes Tisserands de la paix formés à l'entrepreneuriat.

©UNRCO Gabon/EmilyPinna/2022

©UNESCO Gabon/2023

> Notre soutien ininterrompu a permis de réaliser d'importants progrès dans le renforcement des capacités institutionnelles, notamment en matière de planification stratégique et de statistiques. La qualité et l'utilisation des données se sont nettement améliorées, rendant leur exploitation plus efficace pour la prise de décisions.

Grâce au soutien du système des Nations Unies, des avancées significatives ont été réalisées, renforçant ainsi le cadre légal et institutionnel. La loi pour prolonger le délai d'enregistrement des naissances a été révisée, permettant d'augmenter le nombre d'enregistrements de naissances et de diminuer le nombre d'individus sans acte de naissance. Cet acte est essentiel pour obtenir une pièce d'identité et accéder à des services tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, le vote, le crédit, etc.

Nous avons également œuvré à consolider la gouvernance et à promouvoir les droits humains en appuyant la révision de la législation encadrant la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Une fois adoptée, cette révision permettra d'aligner le mandat, la composition, le financement et le fonctionnement de cette instance cruciale sur les Principes de Paris, assurant ainsi son indépendance, son efficacité et sa légitimité conformément aux standards internationaux en matière de droits humains.

Le Mécanisme National de Dialogue et d'Échange (MNDE), institué en 2020 grâce à un programme conjoint des Nations Unies et au financement de l'Union Européenne, continue de recevoir notre soutien. Il est parvenu à rassembler divers acteurs du Gouvernement, de la société civile et de la CNDH, unis autour des enjeux électoraux, qui ont, entre autres, élaboré avec notre collaboration une vaste campagne nationale multimédia pour lutter contre les discours de haine. Des formations portant sur les droits humains et leur suivi ont été dispensées aux membres du MNDE.

Notre soutien ininterrompu a permis de réaliser d'importants progrès dans le renforcement des capacités institutionnelles, notamment en matière de planification stratégique et de statistiques. La qualité et l'utilisation des données se sont nettement améliorées, rendant leur exploitation plus efficace pour la prise de décisions. L'établissement d'une culture de suivi et d'évaluation se confirme, favorisant l'usage de cadres de programmation basés sur les résultats et améliorant ainsi la gouvernance et la responsabilité des décideurs.

Le nouveau Plan National de Développement de la Transition, qui reste fidèle aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et dont l'élaboration est appuyée par nos agences, se concentre principalement sur le développement des infrastructures. Il devra s'accompagner de mesures pour améliorer les services sociaux, essentiels à une croissance économique équitable et durable.

Francis James

Représentant Résident du PNUD et
Président du Groupe de Résultat 1
“Bonne gouvernance et droits humains”

LE GABON S'ENGAGE DANS LA LUTTE CONTRE LE DISCOURS DE HAINE AVEC UNE NOUVELLE CAMPAGNE VISANT UN CHANGEMENT DURABLE.

Imaginez un Gabon exempt de haine et de désinformation. Telle est l'ambition de la campagne « Le Gabon contre la haine », conçue par les autorités gabonaises avec le soutien technique et financier des Nations Unies.

Pour faire face à une recrudescence des discours de haine et de la désinformation, amplifiée par les réseaux sociaux et les plateformes en ligne, une campagne de sensibilisation a été lancée en décembre 2023 avec l'appui des Nations Unies.

Élaborée dans le cadre du MNDE, cette campagne vise à éduquer les citoyens, et en particulier les jeunes qui constituent 54% de la population, sur les dangers liés aux discours de haine et à la diffusion de fausses informations. Elle promeut un message de paix, d'unité et de responsabilité civique, encourageant ainsi une prise de conscience collective.

Pour toucher différents publics – jeunes, adultes, communautés en ligne, journalistes, blogueurs, influenceurs, leaders d'opinion, ONG, établissements scolaires, institutions gouvernementales et entreprises privées – la campagne a utilisé diverses plateformes, portant un message clair : chacun a un rôle à jouer pour contrer la propagation de la désinformation et des discours haineux. Réseaux sociaux, télévision, radio et presse écrite ont été mobilisés pour diffuser cette initiative.

> « La désinformation, diffusée intentionnellement pour nuire, et la mésinformation, qui propage involontairement de fausses nouvelles, menacent la stabilité et la cohésion nationale. Cette campagne s'inscrit dans la démarche urgente des Nations Unies pour contrer cette menace », affirme **Dr. Savina Ammassari, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Gabon.**

https://bit.ly/luttecontrelesdiscoursdehaineaugabon

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont été impliqués dans cette campagne.

LA CAMPAGNE EN CHIFFRES :

- **15 000**
  personnes atteintes sur les réseaux sociaux
- **550 000**
  vues sur les campagnes d'affichage display

Cette campagne a été conçue dans le cadre du Mécanisme National de Dialogue et d'Échange

UN NOUVEAU CHAPITRE POUR LE GABON : L'INCLUSIVITÉ AU CŒUR DE LA PRÉPARATION DU DIALOGUE NATIONAL.

Dans le cadre de l'exécution de sa feuille de route pour la transition politique, le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a initié des consultations populaires pour recueillir des visions variées sur l'avenir du Gabon, en prélude à un dialogue national inclusif prévu pour avril 2024. À cet effet, le Gouvernement de transition a lancé la plateforme numérique « MBOVA » pour collecter des propositions sur des thèmes clés du développement national de toutes les strates de la société.

Sur une période de plus de trois mois, la plateforme «MBOVA» a réuni 12 000 propositions4, enrichissant ainsi la préparation du dialogue national avec un éventail de perspectives diverses pour l'avenir du Gabon.

Afin d'accroître l'inclusivité de ces consultations, les Nations Unies ont favorisé la participation de groupes traditionnellement marginalisés, y compris les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les communautés autochtones et les illettrés. Des représentants de ces groupes ont bénéficié d'une assistance ciblée, renforçant leurs capacités pour exprimer au mieux leurs besoins et aspirations pour l'avenir du pays.

Pour surmonter le fossé numérique, les Nations Unies ont organisé des consultations directes pour faciliter la participation de ces groupes :

Les jeunes ont fait entendre leur voix lors d'un atelier de concertation qui a réuni plus de 40 représentants d'associations et d'ONG de jeunesse issus de la société civile, sous le thème « Réimaginons le Gabon ».

Par ailleurs, 37 associations féminines, représentatives de toutes les couches sociales, ont vu leurs capacités à contribuer aux consultations renforcées lors d'un atelier spécialement dédié aux femmes et dirigé par celles-ci.

Enfin, la "Caravane de Soutien à la Participation Citoyenne", menée par une mission des Nations Unies, a sillonné des zones reculées, organisant des sessions de consultation inclusives à Makokou, Mékambo, Minvoul, Ovan et Oyem. Cela a permis un engagement étendu auprès de populations difficiles d'accès, telles que les peuples autochtones, les personnes handicapées, les jeunes et les femmes, avec le soutien de plus de 1 000 personnes et la génération de 700 contributions additionnelles aux consultations.

https://bit.ly/inclusivitéaucoeurdelapreparationduDNI

4Nombre de contributions recueillies au 31 décembre 2023

©PNUD Gabon/2023

©UNESCO Gabon/2023

©PNUD Gabon/2023

©UNESCO Gabon/2023

Témoignages

« Je suis reconnaissant de faire partie des personnes consultées, car les peuples autochtones ont toujours été marginalisés par les autorités précédentes. Grâce à cette initiative, je constate que ces inégalités commencent à être surmontées. Nous avons pu exprimer nos besoins : des routes, des écoles, une meilleure qualité de vie. »

Patrice Ekang
Chef de village représentant des peuples autochtones

« Le Gabon ne saurait atteindre un développement complet sans intégrer les personnes handicapées, et en particulier celles atteintes d'albinisme. Ces consultations apportent espoir aux enfants albinos, leur permettant d'envisager un avenir au sein du Gabon de demain, inclus et respecté au sein de la société. »

Leizza Essogho
Représentante de l'association ALBA

« Ces consultations ont confirmé la sous-représentation des jeunes dans les processus décisionnels. Nous avons pris l'engagement de créer un comité de jeunes pour le suivi et l'évaluation des politiques publiques. »

Térence Meu
Membre du Conseil National de la Jeunesse

PRIORITÉ 2

TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET BLEUE

RÉSULTAT 2 :

D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maîtrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques.

BUDGET TOTAL INVESTI
3,1 MILLIONS USD

Organisation internationale du Travail

IFAD INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELPMENT

ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

PNUD

1 000
emplois directs

et

300
indirects créés en faveur des jeunes et femmes dans la filière agricole du Woleu-Ntem.

1 000
personnes ont bénéficié de retombées de la création d'activités génératrices de revenu (AGR) dans le Moyen-Ogooué.

400
jeunes du Lycée Technique de Bikélé, Orphelina El Jireh et de l'École Nationale des Eaux et Forêts formés sur les techniques maraîchères et l'élaboration de plans d'affaire agricoles.

©UNRCO Gabon/2023

©amazinggabon/MurielGilardetti/2023

"Le Gabon, chef de file dans la gestion des enjeux climatiques et environnementaux, a consolidé son potentiel de séquestration du carbone, notamment grâce à l'initiative CAFI."

L'année 2023 a marqué un tournant décisif pour une transformation durable de l'économie gabonaise. Le Gabon, chef de file dans la gestion des enjeux climatiques et environnementaux, a consolidé son potentiel de séquestration du carbone, notamment grâce à l'initiative CAFI. Cette avancée s'est appuyée sur l'identification de zones écologiques sensibles et de haute valeur de conservation (HVC), ainsi que sur des évaluations fondamentales réalisées avec le soutien des Nations Unies.

Nous avons continué à renforcer les capacités nationales pour réduire la dépendance alimentaire du Gabon. Notre soutien a été crucial dans l'accomplissement du premier recensement agricole du Pays, l'établissement d'un laboratoire d'analyse des sols et la création d'un système d'information géographique au sein de l'Agence gabonaise de développement agricole.

De plus, une formation spécialisée a été dispensée à environ vingt cadres des Ministères de l'Agriculture, de la Statistique, de l'Agence de Développement agricole, de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux et de l'Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales (AGEOS). Cette formation portait sur des méthodes d'analyse géographique et décisionnelle multicritères, permettant la création de cartes qui délimitent les zones agricoles à haute productivité. Cela facilite la reconnaissance des petits exploitants, des entrepreneurs agricoles et des industriels du secteur, qui peuvent ainsi bénéficier d'un régime économique avantageux. Dans cette dynamique, nous continuons de promouvoir une gestion durable des abondantes ressources naturelles du pays.

Athman Mravili

Coordonnateur FAO pour l'Afrique Centrale
et Président du Groupe de Résultat 2
"Transition vers une économie verte et bleue"

PLUS DE 1 000 EMPLOIS DIRECTS ET 300 INDIRECTS CRÉÉS EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNÉRABLES DANS LE WOLEU-NTEM GRÂCE À L'APPUI DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES ODD.

Lancé en 2022 dans la province du Woleu-Ntem, le projet « Renforcement de la productivité et de la résilience des femmes et des jeunes » a pour objectifs de promouvoir la production alimentaire, la diversification économique locale et l'inclusion. Ce projet a facilité la création d'environ mille emplois directs dans la région.

Au lendemain de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19, le projet a généré un élan positif en apportant un soutien multiforme aux acteurs des filières agropastorales. Mené par les Nations Unies et exécuté par la FAO et le PNUD, il ne se limite pas à renforcer la productivité et la résilience des communautés vulnérables ; il devient un catalyseur pour l'accélération de l'atteinte de divers Objectifs de Développement Durable (ODD).

En moins de six mois, grâce aux fonds des Nations Unies pour les ODD, le projet a créé mille emplois directs au profit des populations vulnérables, principalement des jeunes et des femmes. Il a également mis en lumière l'efficacité de nouvelles techniques agricoles écoresponsables et rapidement transposables dans les zones d'intervention. Parallèlement, une nouvelle filière a émergé dans la région : l'élevage de lapins domestiques.

Les bénéficiaires ont rapporté que le projet leur a permis de percevoir un revenu mensuel pouvant atteindre 500 000 Francs CFA, largement supérieur au salaire minimum interprofessionnel garanti de 150 000 Francs CFA.

> **Marie, agricultrice à Bitam**, témoigne : « Grâce à ce projet, j'ai pu tripler ma production et mon revenu, ce qui m'a permis d'améliorer l'éducation de mes enfants. »

Enfin, le projet a favorisé l'enrichissement des connaissances de plus de 70 détenus de la prison centrale d'Oyem et de 150 élèves bénéficiaires du projet dans la province du Woleu-Ntem, en particulier dans les villes d'Oyem et de Bitam.

https://bit.ly/1000emploisdirects

PRIORITÉ 3

ÉGALITÉ DES CHANCES ET INCLUSION

RÉSULTAT 3 :

D'ici 2027, les populations, notamment les plus vulnérables bénéficient d'accès aux services sociaux de qualité, intégrés, résilients et inclusifs et les inégalités sociales et de genre sont réduites.

BUDGET TOTAL INVESTI
8,4 MILLIONS USD

Organisation internationale du Travail
NATIONS UNIES DROITS DE L'HOMME HAUT-COMMISSARIAT
UNFPA
OIM ONU MIGRATION
ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
PNUD
ONUSIDA
unesco
unicef pour chaque enfant

50 000
enfants ont été vaccinés au Penta 3 en 2023.

Augmentation de la couverture vaccinale de
61% à 71%
entre 2022 à 2023.

6 700
élèves auront accès au digital à l'école grâce au programme digital.

6 565
actes de naissance ont été distribués donnant accès à l'assurance maladie et à la protection sociale.

15 000
jeunes touchés par la campagne de prévention IST/VIH, des grossesses précoces et de la violence en milieu scolaire.

1 000
personnes marginalisées ont pu contribuer aux consultations précédant le dialogue national qui informera la révision de la constitution et des lois organiques.

©UNESCO Gabon/2023

©UNESCO Gabon/2023

"Afin de sensibiliser les jeunes à la santé sexuelle et reproductive, nous avons développé deux plateformes numériques innovantes, QG Jeune et Hello Ado, ciblant 15 000 jeunes."

L'année 2023 a été marquée par des défis, des opportunités et des innovations significatives pour la Priorité Stratégique 3 du Plan-Cadre de Coopération. Notre réponse rapide à la menace de l'épidémie de Marburg en Guinée Équatoriale a permis de prévenir la propagation de cette maladie. En renforçant de manière durable la surveillance sanitaire aux frontières, nous avons formé 2 500 personnes, sensibilisé 11 500 individus et installé des caméras thermiques à l'aéroport de Libreville, la capitale.

Parallèlement, nous avons continué à renforcer la résilience du système de santé. Cela a inclus le soutien à l'élaboration de plans stratégiques pour lutter contre le paludisme et le VIH/sida, ainsi que le développement du Plan national de santé et du Plan sanitaire national. Ces initiatives visent à décentraliser les services de santé pour améliorer la prévention et la prise en charge des populations.

Nous avons également renforcé la chaîne du froid grâce au Programme Élargi de Vaccination (PEV) financé par le Japon, en acquérant cinq chambres froides, quatre véhicules frigorifiques, 60 réfrigérateurs/congélateurs et 2 000 porte-vaccins.

Avec le soutien des Nations Unies, le gouvernement a réussi à améliorer la couverture vaccinale. Le taux de vaccination des enfants âgés de 0 à 11 mois a augmenté, passant de 61% en 2022 à 71% en 2023, avec 141 900 doses de vaccins administrées.

En outre, nous avons intensifié notre combat contre les grossesses précoces. Un total de 3,5 millions de préservatifs a été acheté et distribué, permettant d'éviter plus de 34 690 grossesses non désirées. Afin de sensibiliser les jeunes à la santé sexuelle et reproductive, nous avons développé deux plateformes numériques innovantes, QG Jeune et Hello Ado, ciblant 15 000 jeunes.

Une clinique mobile a également été déployée, offrant des services de santé à 7 390 jeunes à Libreville.

Pour combattre les violences basées sur le genre, 1 376 enfants victimes de violences ont reçu un soutien sanitaire, judiciaire et/ou psychologique. Afin de mieux prévenir et répondre à ces violences en milieu scolaire et familial, 48 magistrats spécialisés dans la protection de l'enfance et 200 officiers de police judiciaire ont été mis en réseau. De plus, 2 500 parents et éducateurs préscolaires ont été sensibilisés à la parentalité responsable dans les neuf provinces du pays.

Dans le secteur de l'éducation, nous avons soutenu la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation de l'enseignement, avec l'introduction de dispositifs numériques dans 27 écoles, bénéficiant à 6 700 élèves. Cette initiative a permis la production de supports numériques éducatifs dans le cadre du « Digital Learning Passport ». De surcroît, 1 500 enseignants ont été formés à l'utilisation des outils numériques, tels que « Imaginecole » et « Tactileo ».

Dr. Magaran Monzon Bagayoko
Représentant Résident de l'OMS et Président du Groupe de Résultat 3
"Egalité des chances et inclusion"

LE PROGRAMME DIGITAL AU GABON EN MARCHE POUR RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

*Lancé en décembre 2022 dans neuf sites pilotes, le programme de digitalisation de l'enseignement primaire, initié par le ministère de l'Éducation nationale, connecte actuellement 27 écoles grâce au partenariat entre l'opérateur de téléphonie mobile Airtel et l'UNICEF. Ce programme vise à intégrer les technologies numériques dans l'enseignement primaire, s'alignant sur l'initiative « **Reimagine Education** » de l'UNICEF et proposant des contenus éducatifs numériques conformes au programme national.*

Dans le cadre de ce programme, les élèves de la classe de quatrième année à Okolassi utilisent désormais des tablettes fournies par l'UNICEF pour accéder à « Learning Passport », une plateforme qui centralise les manuels d'enseignement.

« Le numérique m'a boostée en me redonnant confiance dans ma manière d'enseigner, tout en ouvrant de nouvelles opportunités », témoigne **Remie Flore Matamba, enseignante à l'école d'Okolassi.**

« Nous sommes dans une communauté rurale où les enfants n'ont souvent pas l'opportunité de découvrir le monde extérieur. Ce programme leur offre la chance de se connecter avec le reste du monde et d'en bénéficier », partage **Romi Meyo, directeur de l'École d'Oyane 4.**

« Ce qui me fascine, ce sont surtout les vidéos éducatives, les quizz interactifs et les jeux éducatifs qui rendent les cours si amusants », explique **Mabika, élève de la province de l'Ogooué Lolo.**

Le succès du programme a attiré davantage de partenariats et suscité un intérêt croissant pour l'enseignement numérique au Gabon, avec plus de 6 700 élèves désormais impliqués. L'objectif est d'étendre ce projet de digitalisation d'ici la cinquième année, afin que 90% des écoles, qu'elles soient publiques, confessionnelles ou privées, puissent utiliser pleinement le numérique dans leur processus d'enseignement et d'apprentissage.

https://bit.ly/programmedigital

2.3 Partenariats et financement du Programme 2030

Au cours de la première année de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027), le maintien d'un dialogue étroit avec tous les partenaires du système des Nations Unies s'est avéré crucial pour garantir l'atteinte des objectifs programmatiques. Cette importance s'est accrue dans le contexte de la transition politique et institutionnelle en cours.

La retraite annuelle de planification stratégique de l'Équipe-pays, organisée en décembre 2023, qui regroupe les responsables de toutes les entités des Nations Unies opérant au Gabon, a constitué une plateforme stratégique clé. En collaboration avec le ministère de l'Économie et des Participations, elle a permis d'assurer l'alignement entre les domaines d'investissement prioritaires, identifiés par les autorités de transition, et les trois axes du Plan-cadre de coopération. Cet alignement inclut également les six transitions clés destinées à accélérer la réalisation des ODD. Cette approche s'est révélée essentielle pour répondre à l'impératif d'établir un cadre de budgétisation et de planification commun, crucial pour la réalisation des objectifs ciblés.

En accord avec les priorités nationales de diversification économique et de recherche de solutions de financement alternatives, l'Équipe-pays des Nations Unies au Gabon a apporté un soutien actif au Gouvernement dans sa quête de mobilisation de ressources supplémentaires. La demande de financements additionnels auprès du Fonds mondial de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, avec le soutien des Nations Unies, en est un parfait exemple, illustrant les synergies mises en place. La mobilisation de ces ressources permettra au pays d'intensifier sa lutte contre ces trois maladies encore largement répandues.

En 2023, les Nations Unies ont également aidé le Gabon à obtenir des médicaments antirétroviraux (ARV) des États-Unis d'Amérique pour prévenir les pénuries récurrentes auxquelles le pays a été confronté. De plus, l'ONUSIDA a facilité l'adhésion du Gabon à la plateforme WAMBO, permettant ainsi l'achat d'ARV à coût réduit et contribuant à des solutions durables pour le traitement continu des patients vivant avec le VIH.

Renforcer la collaboration avec les partenaires de développement a aussi été une priorité pour l'Équipe-pays, permettant de mobiliser d'importantes ressources. Dans le domaine de la santé, par exemple, la coopération bilatérale avec les États-Unis, la Norvège, la France, le Danemark, et l'Union Européenne a mobilisé 6,8 millions de USD, représentant près de 30% du budget annuel programmatique en faveur de l'ODD 3. Ce montant vient s'ajouter aux 3,3 millions de USD de fonds propres de l'OMS, de l'UNICEF et du PNUE pour cet ODD.

Le soutien du Gouvernement japonais aux activités de vaccination des enfants a également joué un rôle crucial. Avec un financement de près de 3 millions de USD pour les années 2023 et 2024, cette contribution favorisera l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.

Les voies d'investissement pour atteindre les ODD : Les six transitions clés

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 vise à résoudre les défis mondiaux à travers 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui sont interdépendants. Une amélioration des politiques, des investissements plus grands et stratégiques et des plus efficaces pratiques institutionnelles sont nécessaires pour accélérer l'atteindre des ODD.

La recherche au niveau mondial a démontré qu'il est indispensable d'investir surtout dans six transitions clés pour accélérer les progrès :

1. **Les systèmes alimentaires**
2. **L'accès à l'énergie**
3. **La connectivité digitale**
4. **L'éducation**
5. **L'emploi et la protection sociale**
6. **La lutte contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.**
7. **Santé**

Chaque transition nécessite une approche holistique, tenant compte des dimensions économiques, sociales et environnementales, et une action coordonnée de la part de tous les acteurs et parties prenantes.

Pour garantir le succès de ces six transitions, des moyens efficaces de mise en œuvre sont nécessaires, notamment une utilisation accrue de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi qu'une transformation du financement pour répondre aux besoins croissants en investissements pour les projets conformes aux ODD.

2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

En plus des décisions prises lors de ses réunions mensuelles, l'Équipe-pays des Nations Unies, lors de sa retraite en décembre 2023, a adopté plusieurs mesures visant à dynamiser la collaboration inter-agences pour accroître l'efficacité et à améliorer la communication entre les différents groupes thématiques et ceux-ci avec l'Équipe-pays.

Sous l'égide de l'Équipe de Gestion de la Sécurité et de l'Équipe de Gestion des Opérations (OMT), des travaux ont sécurisé la Maison des Nations Unies, où résident la plupart des entités onusiennes, pour la conformer aux normes de sécurité.

Parallèlement, l'OMT a progressé dans la mise en œuvre de la Stratégie relative aux activités opérationnelles, qui cherche à mutualiser les ressources et à réduire les coûts opérationnels, tels que la surveillance, le nettoyage et les flottes téléphoniques, afin de réaliser des économies d'échelle. Des discussions se poursuivent pour intensifier l'intégration des opérations et augmenter l'efficacité globale des Nations Unies.

Le Groupe des Nations Unies pour la Communication (UNCG) a, quant à lui, élaboré une stratégie de communication pour soutenir la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération. Cette démarche, en voie d'achèvement, vise à améliorer la visibilité des résultats obtenus grâce au soutien des Nations Unies au Gabon, et à assurer que les messages de plaidoyer du système parviennent efficacement à leur public cible, en particulier aux populations risquant d'être laissées pour compte.

Le Groupe des Programmes et de Suivi et d'Évaluation (PMT/M&E) s'est réuni trimestriellement pour discuter des opportunités de programmation conjointe et préparer le travail des Groupes de résultats. En 2023, plusieurs programmes ont été conclus :

- Le Programme conjoint « Citoyenneté et Protection Sociale », financé par le Fonds commun des Nations Unies pour les ODD (SDG-FUND) ;
- Le Programme conjoint « Tisserands de la Paix », financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF) ;
- Le Programme conjoint « Migration mixte », financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité Humaine (HSTF).

Les enseignements tirés de ces programmes conjoints nourrissent les réflexions du système des Nations Unies afin de renforcer la coordination inter-agences tout en maximisant les résultats et les impacts du système pour l'atteinte des ODD.

Sous le leadership de la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies, l'Équipe-pays a entrepris plusieurs actions de plaidoyer visant notamment à :

- Stimuler des investissements accrus dans les secteurs sociaux, en particulier l'éducation, la santé et la protection sociale ;
- Améliorer le système d'enregistrement des naissances et fournir des actes de naissance aux personnes qui en sont dépourvues pour leur permettre d'accéder aux services sociaux et de jouir pleinement de leurs droits ;
- Encourager l'adoption de la loi relative à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) afin de l'aligner sur les Principes de Paris ;
- Combattre les discours de haine ainsi que la désinformation et la mésinformation.

La coordination entre les différentes entités des Nations Unies a été consolidée grâce aux travaux des groupes inter-agences et des programmes conjoints. De plus, l'organisation de réunions trimestrielles *« Townhall »* a contribué à une meilleure communication interne. En 2023, et pour la première fois, une Journée du personnel a été célébrée à la Maison Verte des Nations Unies. Cet événement, conçu pour promouvoir la vision d'une « One UN », a non seulement renforcé l'esprit d'équipe, mais a également permis de recueillir les suggestions de l'ensemble du personnel afin de consolider l'unité d'action au Gabon.

UNINFO

UNINFO est l'outil en ligne des Nations Unies dédié à la planification, au suivi et au reporting, qui permet à l'Équipe-pays de mettre collectivement en valeur ses résultats. Il s'insère dans les efforts pour améliorer la cohérence, la transparence et la redevabilité en matière de résultats. En 2023, UNINFO est devenu l'outil central de planification et de gestion, alimenté en direct par les différentes entités du système des Nations Unies (SNU).

www.uninfo.org

CAFI

En 2023, le CAFI, avec une contribution de 2,1 millions de dollars mise en œuvre par le PNUD et l'UNESCO, a facilité l'accélération de l'Éducation au Développement Durable et renforcé la lutte contre l'empiètement sur le réseau d'aires protégées au Gabon. Ce soutien à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux a également contribué à renforcer la séquestration de carbone par la conservation des forêts.

La tenue de consultations régulières entre les partenaires techniques et financiers (PTF) a encouragé le dialogue et le suivi des activités de développement au niveau national. Le plaidoyer constant du système des Nations Unies pour une meilleure coordination des interventions en matière de financement des priorités nationales devrait, à court terme, aboutir à la création d'un mécanisme de coordination nationale entre le Gouvernement et les PTF, incluant également le secteur privé.

L'établissement de cet espace de coordination contribuera significativement à améliorer les synergies au sein de l'écosystème de financement du développement, alors que l'Équipe-pays finalise la budgétisation du Plan-cadre de coopération et formule sa stratégie de partenariat et de mobilisation de ressources pour la période 2023-2027.

2.5 Évaluations et leçons apprises

En 2023, des évaluations indépendantes ont été menées sur deux programmes conjoints majeurs des Nations Unies : le programme « Citoyenneté et Protection Sociale » et le programme « Tisserands de la Paix ». Ces évaluations ont souligné les avantages d'une coopération et d'une coordination renforcées entre les différentes entités du système des Nations Unies, facilitant ainsi la mise en commun de leurs contributions et la maximisation de l'utilisation des ressources limitées. Elles ont également mis en évidence la nécessité d'adopter une approche plus intégrée dans la mise en œuvre des activités.

L'engagement continu de l'Équipe-pays auprès du gouvernement, à la suite de la conclusion du programme conjoint « Citoyenneté et protection sociale », est un exemple éloquent de bonnes pratiques et de durabilité des interventions. À la fin de 2023, le partenariat soutenu avec l'administration gabonaise a mené à l'enregistrement de plus de 32 000 demandes d'actes de naissance. Durant cette période, environ 21 460 jugements supplétifs ont été rendus, permettant l'établissement de 12 500 nouveaux actes de naissance. Les Nations Unies poursuivent leur plaidoyer pour réduire le pourcentage d'enfants (7%) sans acte de naissance et pour régulariser la situation d'une proportion significative de la population actuellement exclue des filets sociaux de base, faute de documentation.

> Il est crucial que les résultats soient maintenus au-delà de la fin d'un programme afin d'engendrer des impacts durables. Cela implique un ancrage plus solide des programmes conjoints dans le Plan-cadre de coopération, un leadership plus marqué et un suivi thématique renforcé. Il est aussi vital de garantir une meilleure appropriation des programmes par les parties prenantes pour renforcer la durabilité des initiatives, déclare **Savina Ammassari, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon.**

En 2023, pour la mise en œuvre des 138 activités prévues par le Plan de travail conjoint du système des Nations Unies au Gabon, 22,9 millions de dollars américains (USD) étaient nécessaires. De cette somme, 15,8 millions de USD, représentant 69 %, ont été mobilisés. Le déficit le plus important en termes de mobilisation de fonds a été constaté pour le pilier 2, qui vise à soutenir la transition du Gabon vers une économie verte et bleue. En effet, seulement la moitié des fonds nécessaires à ce pilier a pu être mobilisée.

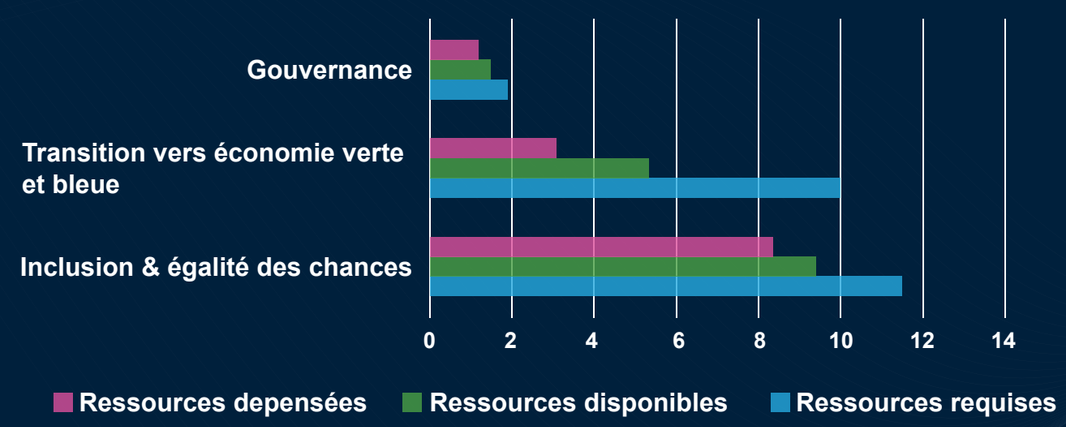
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

En 2023, pour la mise en œuvre des 138 activités prévues par le Plan de travail conjoint du système des Nations Unies au Gabon, 22,9 millions de dollars américains (USD) étaient nécessaires. De cette somme, 15,8 millions de USD, représentant 69%, ont été mobilisés. Le déficit le plus important en termes de mobilisation de fonds a été constaté pour le pilier 2, qui vise à soutenir la transition du Gabon vers une économie verte et bleue. En effet, seulement la moitié des fonds nécessaires à ce pilier a pu être mobilisée.

Priorités Stratégiques	Ressources Requises	Requises disponibles	Requises dépensées	Taux de Mobilisation
	En millions de USD			%
1. Bonne gouvernance	1,8	1,4	1,2	78
2. Transition vers économie verte & bleue	10	5,1	3,1	51
3. Inclusion & égalité des chances	11,1	9,3	8,4	84
TOTAL	22,9	15,8	12,7	69

Source: https://uninfo.org/

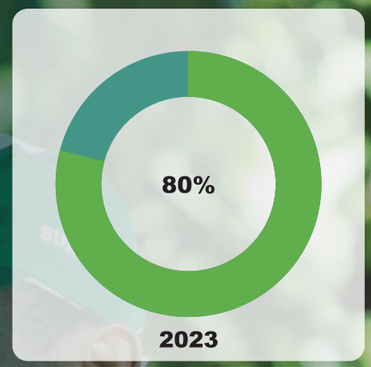
Ressources requises - disponibles - depensées



Source: https://uninfo.org/

Taux de mise en œuvre en 2023
(dépenses par rapport aux ressources mobilisées)

Les dépenses engagées pour la mise en œuvre du Plan de Travail en 2023 se sont élevées à 12,7 millions de dollars américains, soit 80% du total des ressources mobilisées. Ce taux d'exécution des programmes, supérieur à celui des années précédentes, témoigne d'une amélioration dans la mise en œuvre des programmes, désormais caractérisée par une efficience accrue. À titre de comparaison, le taux de mise en œuvre était de 73% en 2022.



Ressources mobilisées par ODD

Une bonne partie des ressources mobilisées a été absorbée par deux ODD :

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE — Plus de 42% des ressources mobilisées l'ont été pour le secteur de la santé.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE — 13% des ressources mobilisées l'ont été en faveur de la lutte contre les changements climatiques, et provenaient de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique centrale (CAFI) et du Fond pour l'Environnement Mondial (GEF).

Source: https://uninfo.org/

22,9 millions de ressources nécessaires
15,8 millions de ressources disponibles
69,1% de couverture des ressources nécessaires

1. PAS DE PAUVRETÉ
88,2% de couverture

2. FAIM «ZÉRO»
68,8 % de couverture

3. BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
83,8% de couverture

4. ÉDUCATION DE QUALITÉ
95,4% de couverture

5. ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
92,1% de couverture

6. EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
100% de couverture

7. ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
0% de couverture

8. TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
83,8% de couverture

9. INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
21,8% de couverture

10. INÉGALITÉS RÉDUITES
31,8% de couverture

11. Villes et Communautés durables
99% de couverture

12. CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES
0% de couverture

13. MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
42,5% de couverture

14. VIE AQUATIQUE
100% de couverture

15. VIE TERRESTRE
38,3% de couverture

16. PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
100% de couverture

17. PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
84,1% de couverture

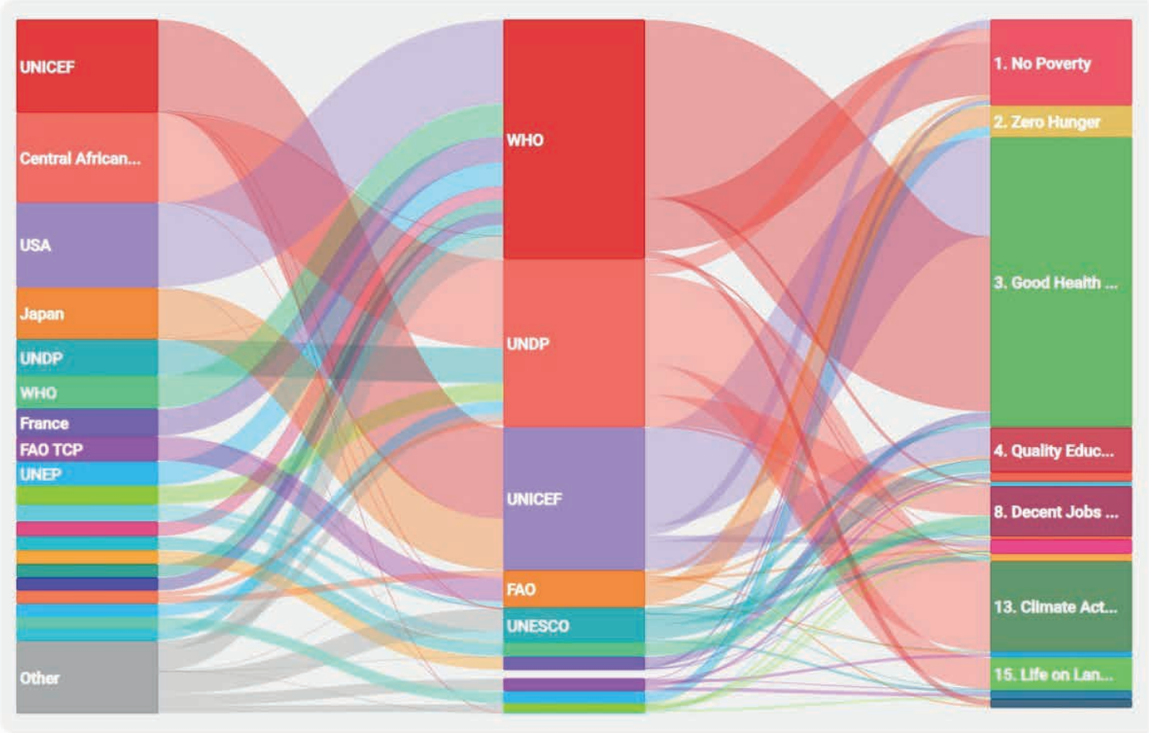
©UNESCO Gabon/2023

Contributeurs & ODD cibles

Les ressources mobilisées auprès de divers contributeurs sont allouées aux différentes agences pour financer la mise en œuvre des activités ciblant les Objectifs de Développement Durable (ODD) spécifiques. Le graphique ci-dessous illustre l'origine de certains financements, l'agence responsable de la mise en œuvre, ainsi que l'ODD bénéficiaire.

FOCUS

Le Pilier 3, « Égalité des chances et inclusion », demeure la priorité stratégique qui a bénéficié du budget le plus conséquent, soit 9,5 millions USD. Les dépenses dans ce secteur se sont élevées à 8,4 millions USD, représentant un taux de mise en œuvre de 84%. Ceci met en relief l'attention particulière accordée en 2023 par les Nations Unies au Gabon à la lutte contre la pauvreté, à la réduction des inégalités et à l'accès à des services sociaux de qualité. Plus de la moitié des activités (80 sur le total) du Plan de travail ont été réalisées en 2023 dans les domaines de l'éducation et de la santé, et 57% des programmes se sont concentrés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) 3 et 4.



Source: https://uninfo.org/

CHAPITRE

3 PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2024

©UNRCO Gabon/2023

La grande priorité pour 2024 sera **d'accélérer la réalisation des ODD**. À cet effet, l'Équipe-pays se focalisera sur **les six transitions clés** pour intensifier les efforts visant à « sauver » les ODD au Gabon, dans le sillage du sommet sur les ODD de septembre 2023.

En outre, en 2024, l'Équipe-pays des Nations Unies portera également son attention sur :

1. L'accompagnement de la transition liée aux dynamiques en cours dans la réforme des institutions et vers un retour à l'ordre constitutionnel, conformément à la feuille de route des autorités nationales.

2. L'exécution du Plan de travail 2024 pour la mise en œuvre des trois piliers du Plan-cadre de coopération.

3. La mise en œuvre conjointe du Plan de suivi et d'évaluation du Plan-cadre de coopération avec les partenaires nationaux, permettant ainsi les ajustements stratégiques qui pourraient s'avérer nécessaires en fonction de l'évolution de la situation. Une évaluation à mi-parcours du Plan-cadre sera réalisée en 2025.

4. La mobilisation des ressources nécessaires pour l'exécution du Plan-cadre de coopération, grâce à la Stratégie conjointe de partenariats et de mobilisation de ressources, actuellement en phase de finalisation. Cette mobilisation sera facilitée par l'évaluation du cadre de financement pluriannuel (Multi-Year Funding Framework – MYFF).

5. La stimulation des mécanismes de gouvernance du Plan-cadre de coopération pour accélérer les sept transitions nécessaires à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.

La préparation du **Sommet de l'avenir** en septembre 2024 aux Nations Unies à New York, au cours duquel l'Équipe-pays des Nations Unies s'efforcera de mobiliser le soutien et l'engagement des autorités nationales et de toutes les parties prenantes. Ce sommet crucial a pour but de forger un nouveau consensus international sur les moyens d'améliorer le présent et de préserver l'avenir. Il devrait aboutir à l'adoption d'un Pacte global pour un avenir plus prospère, équitable et durable pour tous.

©UNRCO Gabon/Emily Pinna/2022

Sigles et abréviations

ARV Anti-rétroviraux
BOS Business Operations Strategy
CAFI Central African Forest Initiative - l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale
CEEAC Communauté des État de l'Afrique Centrale
CNDH Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNUCED Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CTRI Comité pour la Transition pour la Restauration des Institutions
EDS Enquête Démographique de la Santé
EGEP Enquête Gabonaise pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté
FAO Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA Fonds International de Développement Agricole
FMI Fonds Monétaire International
FNUAP Fonds des Nations Unies pour la Population
HSTF Human Security Trust Fund - Fonds de Confiance pour la sécurité Humaine
INFF Cadre National de Financement Intégré
MNDE Mécanisme National de Dialogue et d'Échange
MYFF Multi-Year Funding Framework - Cadre de Financement Pluriannuel
ODD Objectif de Développement Durable
HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIT Organisation Internationale du Travail
OMS Organisation Mondiale de la Santé
OMT Operation Mangement Team - l'Équipe de Gestion des Opérations
ONG Organisation Non Gouvernementale
ONU Organisation des Nations Unies
ONUDC Organisation des Nations Unies contre le Drogue et le Crime
ONUDI Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA
PASSMAR Programme d'Appui à la Stratégie de Sûreté et de Sécurité Maritimes en Afrique Centrale
PAT Plan d'Accélération de la Transformation
PBF Peacebuilding Fund - Fonds pour la consolidation de la Paix
PCC Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
PEV Programme Élargi de Vaccination
PIB Produit Intérieur Brut
PNDT Plan National de Développement de la Transition
PNUAD Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PSGE Plan Stratégique Gabon Emergent
PTF Partenaire technique et financier
RFF Programme conjoint de renforcement de la sécurité alimentaire et de l'emploi des femmes et des jeunes via la promotion des chaines de valeurs vertes inclusives
SMIG Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SMT Security Management Team - Équipe de Gestion de la Sécurité
SNU Système des Nations Unies
TB Tuberculose
UA Union Africaine
UNCCC Commission cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNCG United Nations Communication Group – Groupe de Communication des Nations Unies
UNECA Commission Économique pour l'Afrique
UNEP United Nations Environment Programme
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNHCR Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOCA Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale
UNSDCF United Nations Sustainable Development Cooperation Framework - Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
USD Dollars américains
VBG Violence Basée sur le Genre
VIH Virus de l'immunodéficience humaine

©amazinggabon/MichelPeltier/2023

NATIONS UNIES
GABON

MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT DE GUÉ-GUÉ
BP 2183 LIBREVILLE, GABON

www.gabon.un.org/fr

ONU Gabon @OnuGabon

©Nations Unies au Gabon - 2023